

Prise de position du conseil d’administration de Repower AG

concernant la requête du 22 mars 2013 d’Axpo Holding AG, d’Axpo Trading SA et du canton des Grisons visant à se voir accorder une dérogation à l’obligation de présenter une offre complémentaire à celle accordée par décision 521/01 du 13 novembre 2012 en relation avec l’acquisition de chacun la moitié de la participation d’Alpiq AG dans Repower (la «Requête complémentaire», cf. chiffre I)

et

concernant la requête du 15 mars 2013 d’Axpo Holding AG et d’Axpo Trading SA, soutenue par le canton des Grisons, visant à faire constater l’absence d’obligation de présenter une offre, respectivement à se voir accorder une dérogation à l’obligation de présenter une offre en relation avec le Transfert intragroupe de la participation dans Repower d’Axpo Trading AG à Axpo Holding AG (la «Requête», cf. chiffre II)

I. Prise de position sur la Requête complémentaire du 22 mars 2013

Le conseil d’administration de Repower AG, Brusio (ci-après **«Repower»**) a pris connaissance de la Requête complémentaire du 22 mars 2013 d’Axpo Holding AG, Baden (ci-après **«Axpo Holding»**), d’Axpo Trading AG, Laufenburg (auparavant EGL AG; ci-après **«Axpo Trading»**) et du canton des Grisons présentée à la Commission des offres publiques d’acquisition et visant à voir accorder une dérogation à l’obligation de présenter une offre conformément à l’art. 32 al. 2 LBVM à Axpo Holding tant à titre individuel qu’en tant que groupe se composant d’Axpo Holding, d’Axpo Trading et du canton des Grisons. Il prend position comme suit, ainsi que le prévoit l’art. 61 al. 3 OOPA:

1. Situation de départ

Par décision 521/01 du 13 novembre 2012 dans l’affaire Repower AG, la Commission des offres publiques d’acquisition a accordé une dérogation à l’obligation de présenter une offre conformément à l’art. 32 al. 2 LBVM au canton des Grisons et à Axpo Trading (tant individuellement qu’en tant que groupe) pour l’acquisition de chacun la moitié de la participation de 24.6% d’Alpiq AG, Olten (ci-après **«Alpiq»**) dans Repower (ci-après la **«Structure transitoire»**). Le conseil d’administration de Repower a pris position sur cette transaction le 21 novembre 2012 (publication du 3 décembre 2012, disponible sur le site <http://www.repower.com/gruppe/investor-relations/>); la **«Prise de position du conseil d’administration du 3 décembre 2012»**) et l’a soutenue. La transaction a été exécutée le 28 mars 2013 et l’exécution a été publiée dans un communiqué de presse du 2 avril 2013.

Dans le cadre de la Requête complémentaire, Axpo Holding, Axpo Trading et le canton des Grisons requièrent que, s’agissant de la Structure transitoire, Axpo Holding se voie également accorder, tant individuellement qu’en tant que groupe composé d’Axpo Holding, d’Axpo Trading et du canton des Grisons, une dérogation à l’obligation de présenter une offre conformément à l’art. 32 al. 2 LBVM.

2. Prise de position du conseil d’administration et motivation

Le conseil d’administration de Repower soutient la Requête complémentaire visant à accorder une dérogation à l’obligation de présenter une offre à Axpo Holding, tant individuellement qu’en tant que groupe composé d’Axpo Holding, d’Axpo Trading et du canton des Grisons, s’agissant de la mise en œuvre de la Structure transitoire. Le soutien du conseil d’administration est fondé sur les raisons suivantes:

Le marché ainsi que les actionnaires minoritaires sont au courant qu’Axpo Holding contrôle Axpo Trading depuis des années. Dès lors, l’ensemble des raisons qui justifient, selon la Prise de position du conseil d’administration du 3 décembre 2012, l’octroi à la filiale d’Axpo Holding, Axpo Trading, d’une dérogation à l’obligation de présenter une offre, sont applicables par analogie à Axpo Holding. C’est le cas tant pour Axpo Holding à titre individuel qu’en tant que groupe composé d’Axpo Holding, d’Axpo Trading et du canton des Grisons. Le conseil d’administration de Repower renvoie dès lors intégralement à ses considérations dans la Prise de position du conseil d’administration du 3 décembre 2012.

3. Intentions des actionnaires détenant plus de 3% des droits de vote

Le conseil d’administration de Repower renvoie à ses considérations dans la Prise de position du conseil d’administration du 3 décembre 2012.

4. Conflits d’intérêts

La composition du conseil d’administration de Repower ainsi que ses intérêts n’ont pas changé depuis la Prise de position du conseil d’administration du 3 décembre 2012.

La décision au sujet de la Requête complémentaire d’Axpo Holding, d’Axpo Trading et du canton des Grisons a dès lors été réalisée avec la participation des administrateurs Dr. Eduard Rikli, Placi Berther, Roger Vetsch, Claudio Lardi et Christoffel Brändli (tous élus au conseil d’administration de Repower sur proposition du canton des Grisons).

Les administrateurs Dr. Martin Schmid (élu sur proposition du canton des Grisons), Kurt Baumgartner, Michael Widmer et Daniel Spinnler (élus sur proposition d’Alpiq) ainsi que Dr. Guy Bühler, Rolf W. Mathis et Dr. Hans Schulz (élus sur proposition d’Axpo Trading) se sont à nouveau retirés lors de la délibération et de la décision sur la Requête complémentaire.

Les membres de la direction générale de Repower, Messieurs Kurt Bobst (CEO), Felix Vontobel (CEO suppléant), Stefan Kessler (CFO), Giovanni Jochum (Chef de la division Commerce et Nouveaux Marchés), Alfred Janka (Chef Marché CH et Services) et Fabio Bocchiola (Chef Repower Italie) n’ont aucun rapport contractuel direct ou indirect avec Axpo Holding, Axpo Trading ou le canton des Grisons qui entraînerait un conflit d’intérêts.

II. Prise de position concernant la requête du 15 mars 2013

Le conseil d’administration de Repower a pris connaissance de la requête du 15 mars 2013 d’Axpo Holding et d’Axpo Trading, soutenue du canton des Grisons, présentée à la Commission des offres publiques d’acquisition, visant à faire constater l’absence d’obligation de présenter une offre conformément à l’art. 32 al. 1 LBVM, *alternativement* à se voir accorder une dérogation à l’obligation de présenter une offre conformément à l’art. 32 al. 2 LBVM, et prend position comme suit, ainsi que le prévoit l’art. 61 al. 3 OOPA:

1. Situation de départ

Repower dispose d’un capital-actions s’élevant à CHF 2 783 115, divisé en 2 783 115 actions au porteur d’une valeur nominale de CHF 1.– chacune (ci-après les «Actions

Repower»), et d’un capital-participations de CHF 625 000.–, divisé en 625 000 bons de participation d’une valeur nominale de CHF 1.– chacun également. Les actions au porteur et les bons de participation sont cotés à la SIX Swiss Exchange.

Suite à la mise en œuvre de la Structure transitoire mentionnée au chiffre I.1., l’actionnariat de Repower se compose d’Axpo Trading avec 33.7% et du canton des Grisons avec 58.3% des Actions Repower et ainsi des droits de vote. Une Convention d’actionnaires (ci-après la «Convention») a été signée par Axpo Trading et le canton des Grisons le 5 et respectivement le 11 février 2013. Axpo Trading et le canton des Grisons forment ainsi au sens du droit boursier un groupe qui contrôle 92% des droits de vote. La Convention est entrée en vigueur avec le départ d’Alpiq et a remplacé intégralement la Convention précédente du 2 décembre 1999, complétée le 20 février 2002, entre le canton des Grisons, Axpo Trading et Alpiq (ci-après la **«Convention 1999»**).

Les 8% des Actions Repower restantes ainsi que les bons de participation sont détenus par des actionnaires publics, Repower détenant cependant actuellement des actions propres à hauteur de 0.44% de la totalité du capital-actions et des bons de participations propres à hauteur de 0.66% de la totalité du capital-participations.

2. Transaction prévue dans la requête

Selon la Requête, Axpo Holding et Axpo Trading prévoient un Transfert intragroupe de toutes les Actions Repower à Axpo Holding (ci-après le **«Transfert»**). Axpo Holding assumerait ensuite la position d’Axpo Trading au sein de la Convention ainsi que tous les droits et obligations d’Axpo Trading provenant de la Convention. La Convention serait actualisée en conséquence, c’est-à-dire qu’une substitution formelle de partie serait conclue avec le canton des Grisons, aussi bien qu’après exécution, le canton des Grisons et Axpo Holding formeraient un nouveau groupe d’actionnaires (ci-après le **«Nouveau groupe d’actionnaires Repower»**). Des changements matériels de la Convention ne sont par contre pas prévus.

3. Prise de position du conseil d’administration et motivation

Le conseil d’administration de Repower soutient la Requête d’Axpo Holding et d’Axpo Trading (ci-après les **«Requérantes»**) visant à faire constater l’absence d’obligation des Requérantes (individuellement et en tant que groupe) ou du canton des Grisons de présenter une offre, respectivement à accorder aux Requérantes et au canton des Grisons (individuellement et en tant que groupe) une dérogation à l’obligation de présenter une offre. Le soutien du conseil d’administration est fondé sur les raisons suivantes:

- Axpo Trading respectivement Axpo Holding ainsi que le canton des Grisons ne visent pas, ni en tant que groupe ni individuellement, une modification des rapports de contrôle suite au Transfert prévu. Le canton des Grisons détient déjà, ensemble avec Axpo Trading, 92% des Actions Repower suite à la mise en oeuvre de la Structure transitoire. Le Transfert ne change rien dans la mesure où la participation du Nouveau groupe d’actionnaires Repower resterait la même.

- Axpo Holding s’engage à garantir la continuité de l’actionnariat Repower dans l’intérêt de Repower elle-même en tant qu’entreprise grisonne indépendante, du secteur privé et gérée selon les principes de l’économie d’entreprise, et dans l’intérêt des actionnaires minoritaires et des détenteurs de bons de participation. Dès lors, rien de nouveau ne subvient en substance suite à la constitution du Nouveau groupe d’actionnaires Repower.

- Axpo Holding domine Axpo Trading déjà depuis des années. Ceci est connu du marché et des actionnaires minoritaires. Le Transfert intragroupe d’Axpo Trading à Axpo Holding et la substitution purement formelle de partie au sein de la Convention n’a, selon le conseil d’administration et également du point de vue des actionnaires minoritaires, aucune répercussion matérielle.

- Le conseil d’administration de Repower soutient la Requête du canton des Grisons et d’Axpo Trading pour les raisons sus-mentionnées. Selon le conseil d’administration, la continuité de l’actionnariat de Repower et son développement économique durable sont garantis sans autre par le Transfert au sein du groupe Axpo. Un rejet éventuel de la Requête et ainsi l’échec du Transfert ne seraient ainsi ni dans l’intérêt de Repower ni dans l’intérêt des actionnaires minoritaires.

4. Intentions des actionnaires détenant plus de 3% des droits de vote

A la connaissance de Repower, et au moment de cette prise de position, les actionnaires suivants détiennent plus de 3% des droits de vote de Repower:

Les intentions d’Axpo Trading et du canton des Grisons, lesquels détiennent ensemble 92% des actions au porteur de Repower, résultent de la transaction prévue telle que décrite au chiffre II.2.

5. Conflits d’intérêts

Le conseil d’administration de Repower se compose de douze membres. Conformément à la Convention, six membres seront élus sur proposition du canton des Grisons, trois membres sur proposition d’Axpo Trading, et trois autres membres indépendants seront nommés et élus par les deux parties sur proposition d’Axpo Trading. Les membres du conseil d’administration élus sous la Convention 1999 sur proposition d’Alpiq ont présenté leur démission, laquelle sera effective à la date de l’Assemblée générale ordinaire de Repower le 15 mai 2013. Jusqu’à la réélection du conseil d’administration lors de l’Assemblée générale, le conseil d’administration se compose de la manière suivante:

- Membres élus sur proposition du canton des Grisons:

- Dr. Eduard Rikli (président)
- Dr. Martin Schmid (membre)
- Placi Berther (membre)
- Roger Vetsch (membre)
- Claudio Lardi (membre)
- Christoffel Brändli (membre)

- Membres élus sur proposition d’Axpo Trading:

- Dr. Guy Bühler (membre), membre de la direction d’Axpo Power AG, pouvoir de signature collective à deux pour Axpo Trading
- Rolf W. Mathis (membre), membre de la direction d’Axpo Power AG
- Dr. Hans Schulz (membre), CEO et membre du conseil d’administration d’Axpo Trading, pouvoir de signature collective à deux pour Axpo Trading

- Membres élus sous la Convention ABV sur proposition d’Alpiq:

- Kurt Baumgartner (vice-président), Alpiq Management AG
- Michael Wider (membre), Directeur général adjoint Alpiq Holding AG; membre du conseil d’administration d’Alpiq AG pouvoir de signature collective à deux pour Alpiq AG
- Daniel Spinnler (membre), Directeur de l’unité commerciale Finance & Services division Énergie Suisse, Alpiq Suisse SA; pouvoir de signature collective à deux pour Alpiq AG

S’agissant des membres du conseil d’administration de Repower élus sur proposition d’Axpo Trading, il existe pour la plupart des interdépendances directes avec Axpo Trading. Ces personnes appartiennent non seulement au conseil d’administration de Repower, mais sont aussi simultanément dans un rapport juridique de dépendance avec Axpo, et prennent elles-mêmes part aux processus importants de décision dans cette société. Cela ne concerne certes pas directement le représentant d’Axpo, Rolf W. Mathis, étant dans un rapport de travail avec Axpo Power AG, mais indirectement. Axpo Power AG et Axpo Trading sont des filiales détenues à 100% par Axpo Holding AG.

Le conseil d’administration de Repower est conscient que les membres du conseil d’administration proposés par Axpo Trading se trouvent dans un conflit d’intérêts potentiel au sujet de la transaction décrite au chiffre II.2. Afin d’éviter ce conflit d’intérêts, les membres ayant des liens directs ou indirects d’interdépendance avec Axpo Trading, à savoir Messieurs Bühler, Mathis et Schulz, se sont par conséquent retirés lors de la délibération et de la décision sur la présente prise de position.

A l’inverse des membres du conseil d’administration proposés par Axpo Trading, les membres proposés par le canton des Grisons ne se trouvent pas dans un rapport juridique de dépendance ou d’instruction par rapport au canton des Grisons et ils ne participent pas d’une quelconque manière aux décisions du canton en sa qualité d’actionnaire de Repower. Il n’existe ainsi aucun lien direct ou indirect d’interdépendance entre le canton des Grisons et les membres du conseil d’administration qu’il a proposés. Ces membres du conseil d’administration sont dès lors aptes à prendre part à la décision sur la présente prise de position.

Comme le Transfert prévu de la participation dans Repower d’Axpo Trading à Axpo Holding tel que décrit ci-dessus au chiffre II.2. se rapporte à une date postérieure au retrait d’Alpiq, les membres du conseil d’administration élus sur proposition d’Alpiq ne se trouvent à ce sujet dans aucun conflit d’intérêt. Ces membres sont ainsi aptes à prendre part à la décision concernant le chiffre II. de la présente prise de position.

En ce qui concerne les membres de la direction de Repower, renvoi est fait aux explications du chiffre I.4.

III. Informations supplémentaires

1. Décision de la Commission des offres publiques d’acquisition

Par sa décision du 27 mars 2013 (publiée sur www.takeover.ch), la Commission des offres publiques d’acquisition a décidé comme suit:

- Axpo Holding AG se voit accorder une dérogation à l’obligation de présenter une offre concernant Repower AG en rapport avec la Structure transitoire.
- Il est constaté que le Transfert de la participation Repower à hauteur de 33.7% des droits de vote d’Axpo Trading AG à Axpo Holding AG et l’incorporation d’Axpo Holding AG dans la Convention d’actionnaires ne déclenchent pas d’obligation pour Axpo Holding AG, Axpo Trading AG et le canton des Grisons (en tant que groupe ou individuellement) de présenter une offre publique d’acquisition.
- Repower AG doit publier la prise de position de son conseil d’administration avec le dispositif de la présente décision et une indication concernant le droit d’opposition le jour de la publication du communiqué de presse par lequel le Transfert intragroupe est rendu public.
- La décision sera publiée sur le site internet de la Commission des offres publiques d’acquisition le jour de la publication de la prise de position du conseil d’administration.
- L’émolument, à la charge solidaire du canton des Grisons, Axpo Trading AG et Axpo Holding AG, est fixé à CHF 20’000.

2. Opposition (art. 58 de l’Ordonnance sur les offres publiques d’acquisition; SR 954.195.1)

Une actionnaire ou un actionnaire qui prouve détenir une participation d’au moins 2% des droits de vote de la société visée, exerçables ou non (actionnaire qualifié ou actionnaire qualifiée, art. 56 OOPA), peut former opposition contre la décision mentionnée de la Commission des offres publiques d’acquisition.

L’opposition doit parvenir à la Commission des offres publiques d’acquisition (Selhausenstrasse 30, case postale, CH-8021 Zurich, counsel@takeover.ch, fax: +41 58 499 22 91) dans les 5 jours boursiers suivant la publication de la prise de position du conseil d’administration dans la presse. Le délai court à compter du premier jour de bourse suivant la publication de la prise de position. L’opposition doit comporter une conclusion et une motivation sommaire ainsi que la preuve de la participation de son auteur conformément à l’art. 56 OOPA.

Poschiavo, 3 mai 2013

Pour le conseil d’administration:

Dr. Eduard Rikli

Président du conseil d’administration